

# Règlement modifiant le règlement concernant l'utilisation du domaine public

L 1 10.12

du 7 septembre 2005

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève

arrête :

## **Art. 1** Modifications

Le règlement concernant l'utilisation du domaine public, du 21 décembre 1988, est modifié comme suit :

### **Art. 49A** Champ d'application et définitions (nouveau)

<sup>1</sup> Les articles 49A, 49B, 49C et 60A s'appliquent aux canalisations souterraines situées sur le domaine public.

<sup>2</sup> Dans les zones industrielles, les articles 49A, 49B, 49C, alinéa 1, et 60A s'appliquent par analogie aux canalisations souterraines situées sur le domaine privé le long des voies publiques.

<sup>3</sup> Les définitions suivantes s'appliquent :

a) Les canalisations souterraines sont toutes installations, y compris celles des commandes à distance, se rapportant à un réseau de transport, de distribution ou d'évacuation.

b) Les géodonnées sont des données à référence spatiale. Elles décrivent l'extension et les propriétés d'espaces et d'objets donnés avec une périodicité donnée et concernent en particulier la position, la nature, l'utilisation et le statut juridique de ces éléments.

c) Les géométadonnées décrivent de manière formelle les caractéristiques des géodonnées, par exemple leur provenance, leur contenu, leur structure, leur validité, leur actualité, leur précision, les droits d'utilisation qui y sont attachés, leurs possibilités d'accès ou leurs méthodes de traitement.

### **Art. 49B** Gestion du sous-sol (nouveau)

<sup>1</sup> Les géodonnées issues de relevés conformes à l'exécution, ainsi que les géométadonnées correspondantes, de toutes créations, modifications ou suppressions de canalisations souterraines ou de parties de canalisations, neuves ou transformées, doivent être transmises

à la direction cantonale de la mensuration officielle par le détenteur de la canalisation, selon les normes et standards édictés par le comité directeur du système d'information du territoire à Genève, au plus tard 30 jours dès l'achèvement des travaux.

<sup>2</sup> Ces géo(méta)données sont ensuite consolidées et mises à disposition par le système d'information du territoire à Genève, conformément à la loi et à la charte relatives au système d'information du territoire à Genève.

<sup>3</sup> Demeurent réservés les articles 59 de la loi sur les eaux, du 5 juillet 1961, 36A du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses, du 27 février 1978, et 56, alinéa 2, du présent règlement.

## **Art. 49C** Autorité et mesures administratives (nouveau)

<sup>1</sup> La direction cantonale de la mensuration officielle est l'organe de surveillance de la transmission effective des géo(méta)données par le détenteur des canalisations, celui-ci demeurant seul responsable de la gestion de ses données.

<sup>2</sup> En cas d'inexécution dans le délai prescrit, la direction cantonale de la mensuration officielle ou l'autorité communale compétente peut faire procéder d'office, aux frais du détenteur, à la réouverture de la fouille et au relevé des canalisations.

## **Chapitre IV** Dispositions finales et transitoires (nouvel intitulé)

### **Art. 60A** Dispositions transitoires (nouveau)

#### ***Modification du 7 septembre 2005***

Le détenteur d'une canalisation souterraine, dont les géo(méta)données ne sont pas intégrées au système d'information du territoire à Genève lors de l'entrée en vigueur de l'article 49B, alinéa 1, est tenu à la même obligation dans un délai de 5 ans.

## **Art. 2** Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme

Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

Entrée en vigueur le 15 septembre 2005